

Choix fatidique. Ministre du « quoi qu'il en coûte », Bruno Le Maire dit vouloir serrer la vis. Le fera-t-il ? La réponse passe par Emmanuel Macron.

PAR MATHILDE SIRAUD ET FRANÇOIS MIGUET

Il fallait voir, le 23 avril dernier, Bruno Le Maire, tout sourire, sur le plateau de Laurent Delahousse. Invité de l'émission *20 h 30 le dimanche*, sur France 2, le ministre de l'Économie et des Finances n'était pas venu pour commenter l'adoption dans la douleur de la réforme des retraites, le déficit abyssal du commerce extérieur (164 milliards d'euros en 2022, le double de l'année précédente) ou le fol endettement du pays (2 950 milliards fin décembre, soit 111,6 % du produit intérieur brut, contre 66,4 % pour l'Allemagne). Non. Le numéro deux du gouvernement était venu parler de tout autre chose : son dernier roman, intitulé *Fugue américaine* (Gallimard), 480 pages sur le pianiste virtuose Vladimir Horowitz (*lire notre critique*, p. 108). Un pas de côté qui suscite des commentaires acides dans les rangs de la majorité, au moment où les ennuis s'accroissent pour le pouvoir.

Le locataire de Bercy a profité de ce moment de grande écoute pour déclarer sa passion pour *Astérix et Obélix. Mission Cléopâtre* et *Les Tuche*. « J'aime le cinéma populaire, assume celui qui nous reçoit, quelques jours plus tard, dans son bureau du sixième étage de Bercy. J'adore également *OSS 117* ou *Les Bronzés*, dont j'ai vu tous les épisodes. » Serait-ce une manière de tenter un rapprochement et de « faire peuple », lui qui, du haut de son mètre quatre-vingt-quinze, peut paraître un brin aristo et professoral ? Amorce-t-il un changement d'image, en vue de convoiter le suffrage des Français ? Après tout, le président du Conseil constitutionnel, Laurent Fabius, avait bien confié, alors qu'il préparait la primaire du Parti socialiste pour l'Élysée, son goût pour les carottes râpées et la *Star Academy*...

Plus transgressif, Bruno Le Maire a glissé dans son dernier ouvrage une scène d'amour croquignolesque – une habitude, chez lui. « Où est le problème ? » répond-il, avant de nous expliquer que le sexe est, comme le vin, l'une des composantes de « l'esprit français ». « La culture est humaine. Le ministre est humain ! » Il eût été agréable d'en débattre autour d'un verre de bourgogne, voire d'un cigare made in La Havane, là où débute l'action de la nouvelle fiction de cet auteur prolifique. Si ce n'était ce déprimant détail : notre interlocuteur, qui aime à se présenter hors micro comme « *écrivain avant d'être ministre* », est censé veiller sur la santé de la septième économie mondiale, fort mal en point ces temps-ci.

François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes et directeur de Fipeco, le site de référence en matière de finances publiques, est réputé pour sa mesure. Voici pourtant la manière dont il résume la chose : « *La France a accusé le quatrième plus grand déficit de la zone euro en 2022, elle est au premier rang européen de la dépense publique et des prélèvements obligatoires, et son niveau d'endettement la met dans le groupe des mauvais élèves, avec la Grèce et l'Italie.* » Le constat est parfait. Nicolas Sarkozy surmommet Bruno Le Maire « Bac + 18 » en raison de ses nombreux diplômes (Normale Sup, licence d'allemand, maîtrise de lettres, agrégation de lettres modernes, Sciences Po, ENA). Mais qu'attend l'exécutif pour passer à l'acte ?

« La culture est humaine. Le ministre est humain ! »
Bruno Le Maire

Douche froide le 28 avril. L'agence de notation américaine Fitch a dégradé d'un cran la note souveraine de la France, à AA-. La justification ? la trajectoire budgétaire du gouvernement qu'elle ne trouve pas crédible, mais aussi « *l'impasse politique et les mouvements sociaux (parfois violents)* » qui troublent le pays. Ces derniers constituent même, selon les conjoncturistes de Fitch, « *un risque pour le programme de réformes de Macron, et pourraient créer des pressions en faveur d'une politique budgétaire plus expansionniste ou d'un renversement des réformes précédentes* ». Un avertissement pour l'ambitieux « BLM », dont il se murmure qu'il a déjà la tête tournée vers l'Élysée en 2027, au point de multiplier, ces derniers temps, les dîners informels à Bercy. Là-même où, il y a dix ans, Emmanuel Macron préparait lui aussi sa conquête du pouvoir...

Stratosphérique. Signe que l'alerte de Fitch est prise très au sérieux au sommet de l'État : depuis Stockholm, où il participait à un sommet avec ses homologues européens, Bruno Le Maire a tout de suite téléphoné à Emmanuel Macron. Le chef de l'État et son ministre ont évoqué les « Assises de la dépense publique », à l'agenda du mois de mai. Un rendez-vous censé montrer le volontarisme de l'exécutif en matière de réductions de dépenses, et préciser enfin des pistes d'économies sérieuses.

Lors de notre rencontre, la veille de la dégradation par Fitch, Bruno Le Maire était pourtant confiant. « *Les agences de notation sont des thermomètres dont se servent nos créanciers, évacuaient-ils. Nous ne prenons pas nos décisions de rétablissement des finances publiques pour ces agences, mais parce que c'est bon pour le pays.* » Un instant auparavant, le même avait pourtant rappelé le fait suivant : « *Un point de taux d'intérêt supplémentaire, c'est 15 milliards d'euros de charge d'intérêt de la dette supplémentaire, à horizon 2027.* »

Avouons-le : on a parfois du mal à suivre le « vice-Premier ministre », surnom dont l'affublent certains parlementaires de la majorité. Côté pile, Bruno Le Maire est le ministre de ■■■



Staff. Bruno Le Maire à Stockholm le 29 avril. Avec Emmanuel Moulin, directeur général du Trésor, Clémence Midière, conseillère presse (à g.), et Audrey Gross, conseillère affaires européennes et internationales (à dr.).

■■■ prévoit de lourds efforts budgétaires. Dans ce memorandum, il assure viser, à l'horizon 2027, un retour du déficit sous la fameuse barre des 3 % du PIB (précisément à 2,7 %), contre 4,7 % aujourd'hui. Il promet que sa loi sur les industries vertes, à l'ordre du jour du Conseil des ministres du 9 mai, ne coûtera pas un euro d'argent public.

BLM est aux prises avec un dilemme. Comment d'ailleurs peut-il se muer en Père la rigueur, lui qui était si ravi, pendant la pandémie, de « protéger » les Français en ouvrant les vannes ? « C'est sûr que c'est plus facile de distribuer des chèques à tout le monde que de remettre d'équerre les comptes de la nation », persifle un proche du chef de l'État.

À vrai dire, pas grand monde ne croit à un retour aussi sérieux. Ni le Haut Conseil des finances publiques, qui trouve les prévisions officielles de croissance « optimistes ». Ni les experts. « Le gouvernement annonce une croissance de la dépense publique de 0,6 % en moyenne d'ici à 2027, alors que la France ne l'a jamais fait jusqu'à présent [pendant le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, c'était 1,2 %, NDLR] », s'étonne François Ecalle. « À la différence d'autres pays de l'OCDE, comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni, la France n'a pas voté de loi indiquant comment elle compte s'y prendre pour réaliser les baisses de dépense annoncées », complète Delphine Moretti, analyste senior au département gouvernance publique de l'OCDE.

Quant à nos voisins d'Europe du Nord, chez qui les ministres peuvent être débarqués s'ils dépassent leurs enveloppes budgétaires, ils sont plus que sceptiques. « Jusqu'à présent, je n'ai pas vu de plan crédible de l'actuel gouvernement français pour revenir à des politiques budgétaires responsables », tance l'Allemand Markus Ferber, coordinateur du Parti populaire européen à la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement de Strasbourg. « Pendant le mandat de M. Le Maire, les niveaux d'endettement français n'ont connu qu'une seule voie, et c'est vers le haut. »

« Éviter les embardées ». Notre pays ressemble à une voiture lancée à pleine vitesse sur l'autoroute de la dépense. « L'erreur fondamentale, c'est qu'il aurait fallu arrêter de s'endetter dès 2021. Or la France a fait tout le contraire, s'alarme l'économiste Marc Touati, du cabinet Ac-defi. Les fonctionnaires de Bercy, qui pensaient que les taux allaient rester durablement bas, sont tombés dans le piège de l'argent magique. Chaque seconde, l'an dernier, la charge d'intérêt de la dette a augmenté de 1 680 euros. C'est une catastrophe ! » Peut-on au moins freiner ? « Oui, mais si on veut éviter les embardées, les coups de frein ne doivent pas être brutaux, métaphorise Bruno Le Maire. Ils doivent être progressifs. Sans jamais relâcher la pression sur la pédale. »

Pendant une heure de conversation avec *Le Point*, le garant des deniers publics a évoqué deux pistes d'économie :

« L'austérité, on a essayé en Europe, ça tue la croissance et, au bout du compte, ça augmente la dette. »
Bruno Le Maire

la disparition – progressive – du bouclier énergétique. Et les « lettres de cadrage », dont il a fini par obtenir, de haute lutte, la validation par la Première ministre, Elisabeth Borne. Cette année, ces dernières sont censées contraindre chaque membre du gouvernement à trouver 5 % de coupes dans son budget. « Cela devrait nous permettre d'identifier 7 milliards d'euros de marges de manœuvre d'économies au total », calcule le grand argentier, avant d'ajouter, dans un de ces mouvements de balancier qui le caractérisent : « Ces 7 milliards pourront être fléchés vers de vraies priorités, comme la transition écologique. » Le comblement du déficit attendra.

Bruno Le Maire semble pratiquer son propre « en même temps » entre cigale et fourmi. « L'austérité, on a essayé en Europe, ça tue la croissance et, au bout du compte, ça augmente la dette », affirme-t-il. Pas question non plus, jure-t-il, d'augmenter les prélèvements obligatoires – promesse présidentielle. Au contraire, Gabriel Attal vient d'annoncer de nouvelles baisses en direction des classes moyennes, via les cotisations sociales ou l'impôt sur le revenu. Comment les financer ? « Par la croissance », répond BLM, sans plus de précisions.

Soyons justes : l'homme fort de Bercy est dans une position intenable. Son patron, qu'il complimente en toutes circonstances, s'est mué en un incorrigible panier percé. « On aurait pu penser qu'Emmanuel Macron, étant ancien inspecteur des finances, aurait pu être orthodoxe sur les questions budgétaires. Mais non », déplore un député Renaissance, qui appelle à un « changement de mentalité » au sommet de l'État. Le ministre de l'Économie, qui se veut officiellement si vertueux, assumera-t-il longtemps ce risque d'être jugé comptable d'une politique dispendieuse si une crise financière venait à secouer le pays ? Ou sautera-t-il du véhicule avant l'accident ? ■■■

ÉLODIE GREGOIRE POUR « LE POINT »